F

联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura | منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة

CONSEIL

Cent soixante-dixième session

13-17 juin 2022

Initiative Main dans la main

Résumé

Le présent rapport propose une synthèse des progrès récemment accomplis dans le développement et la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main. Y sont notamment abordés les points suivants:

a) Des comptes rendus succincts sur les progrès réalisés dans 15 pays, sur un total de 52 pays bénéficiant de l'Initiative, et, plus largement, sur leur programmation ambitieuse organisée par région.

b) L'état d'avancement de la mise au point d'un tableau de bord qui permette de veiller à ce que l'Initiative fasse l'objet d'une exécution, d'une gestion et d'une gouvernance efficaces et donne des résultats concrets.

c) Les progrès accomplis dans l'élaboration d'une stratégie de communication mondiale visant à renforcer les capacités internes et à promouvoir les partenariats avec des entités externes.

Le présent rapport s'appuie sur les informations communiquées dans les rapports précédents adressés au Conseil. On trouvera des renseignements supplémentaires au sujet de l'Initiative sur la page qui lui est consacrée sur le site web de la FAO ainsi que sur la Plateforme géospatiale de l'Initiative.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

NJ242/f

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main et à donner les indications qu'il jugera utiles.

En particulier, le Conseil souhaitera peut-être:

a) constater avec satisfaction le nombre sans cesse plus important de pays qui prennent part à l'Initiative, sept nouveaux pays s'y étant associés depuis novembre 2021;

b) constater avec satisfaction les différentes façons dont les pays participants se servent de l'Initiative pour consolider et accélérer les programmes déjà en place ou en mettre au point de nouveaux, renforcer leurs capacités nationales et accroître leur appropriation du processus de développement durable à l'échelle nationale;

c) féliciter l'Initiative Main dans la main et, en particulier, la Plateforme géospatiale de l'Initiative d'avoir remporté un *Geospatial World Excellence Award*;

d) convenir que tous les Membres de la FAO peuvent participer à l'Initiative, non seulement en tant que bénéficiaires, mais également en qualité de partenaires de développement et de partenaires fournisseurs de ressources, et ce par divers moyens, notamment en apportant une aide directe ou un appui à des mécanismes tels que le Mécanisme multidonateurs flexible;

e) noter l'avancement de l'élaboration d'un tableau de bord, ainsi que ses différentes fonctions, qui servira de système de suivi afin d'obtenir des informations régulières en temps réel sur les progrès accomplis et, ainsi, d'éclairer et améliorer l'exécution de l'Initiative et l'évaluation de ses effets;

f) prendre note des progrès accomplis dans l'élaboration d'une stratégie mondiale de communication visant à renforcer la participation interne et à développer les partenariats aux niveaux mondial et local.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
+39 06570 50869
Maximo.ToreroCullen@fao.org

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi pour donner suite aux demandes que le Conseil a formulées, à sa cent soixante-huitième session (CL 168/5), afin que lui soit régulièrement présentées des informations actualisées sur les progrès accomplis et les résultats obtenus dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la Main.

2. Le Directeur général a annoncé le lancement de l'Initiative en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2019. Dans les mois qui ont suivi, il a invité les Membres de la FAO qui remplissaient les critères objectifs à participer à l'Initiative. Pour remplir ces critères, les Membres devaient avoir le statut de pays en développement sans littoral (PDSL) ou de petit État insulaire en développement (PEID) et faire également partie des pays les moins avancés (PMA), ou compter parmi les pays les moins avancés, les pays en situation de crise alimentaire (selon la définition qui en est donnée par le Réseau mondial contre les crises alimentaires) ou les pays à forte population pauvre.

3. À ce jour, 52 pays ont exprimé leur souhait de participer à l'Initiative. Les efforts à mener, compte tenu du nombre croissant de pays participants, impliquent qu'il faudra augmenter les ressources allouées, qui sont déjà considérables en raison de la nature de l'Initiative.

4. Les pays participants à ce jour sont les suivants:

a. Afrique (29): Angola, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Zimbabwe.

b. Asie (11): Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Îles Salomon, Kiribati, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Tuvalu.

c. Europe et Asie centrale (1): Tadjikistan.

d. Amérique latine (8): El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou.

e. Proche-Orient et Afrique du Nord (3): Soudan, Syrie, Yémen.

5. L'expérience acquise confirme que l'Initiative offre aux Membres de la FAO et à leurs partenaires de développement un soutien programmatique et un moyen novateur pour renforcer, étendre et pérenniser des programmes nationaux ambitieux à l'appui de la transformation des systèmes agroalimentaires en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) 1, 2 et 10.

6. Plus particulièrement, l'Initiative met à disposition sa Plateforme géospatiale, qui est la plateforme la plus vaste et la plus performante au monde en matière d'échange et d'analyse de données et d'informations. Dans le cadre de l'Initiative, des équipes techniques spéciales de la FAO collaborent avec leurs homologues nationaux pour appliquer des méthodes d'analyse qui aident à repérer les territoires et populations où des programmes et investissements destinés à ouvrir de nouvelles perspectives axées sur les marchés à l'appui d'une croissance inclusive et durable permettraient d'éradiquer la pauvreté et la malnutrition et de réduire les inégalités.

7. À ce jour, près de 40 Membres ont achevé les études techniques nécessaires et sont en train de déterminer quels seront les points d'entrée du programme et les chaînes de valeur, les territoires et les marchés concernés. La plupart d'entre eux ont commencé les consultations préliminaires des partenaires. Des notes de synthèse sont en cours d'élaboration pour présenter de manière succincte les principales conclusions des études, les objectifs prioritaires établis au niveau gouvernemental, une ébauche du programme, la théorie du changement à appliquer pour réaliser des progrès tangibles au regard des ODD 1, 2 et 10 et les principaux indicateurs du programme. Celles-ci seront complétées par des évaluations des besoins en termes d'investissements publics et privés.

8. Le présent rapport met en lumière les progrès réalisés dans 15 pays. Ceux-ci ont été choisis en fonction de leur volonté de montrer les progrès qu'ils ont accomplis et de la diversité de l'expérience nationale. Des coups de projecteurs sur d'autres pays seront proposés dans de prochains rapports.

II. Coup de projecteur sur les progrès accomplis dans certains pays

A. Afrique

9. Avec 29 pays participants, la région Afrique enregistre des progrès réguliers, voire croissants, les pays francophones réalisant des avancées considérables. L'équipe technique spéciale de la FAO œuvre en outre à l'élaboration d'une approche plus globale pour la région, axée sur le Sahel.

Burundi

10. L'Initiative a débuté fin 2021 au Burundi, le Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage ayant indiqué attendre une importante contribution de l'Initiative Main dans la main dans cinq domaines stratégiques prioritaires:

a. Améliorer la productivité et la qualité des aliments en établissant des zones de croissance agricole (centres de rayonnement) et des centres d'élevage, en mettant l'accent sur la transformation et l'enrichissement des aliments.

b. Renforcer la protection et l'utilisation durable des ressources naturelles, notamment en veillant à la stabilisation des cours d'eau et des lacs, à la conservation des ressources en eau, à la reforestation et à la promotion des énergies renouvelables.

c. Promouvoir les villes vertes en développant l'horticulture, la culture en serres et la gestion des déchets.

d. Favoriser la réintégration socioéconomique des réfugiés au moyen de l'intégration sociale et du développement d'activités rémunératrices.

e. Renforcer les capacités institutionnelles des autorités centrales et décentralisées et favoriser la coordination des partenaires afin de dégager des synergies et d'accentuer l'impact des interventions.

11. L'équipe de l'Initiative travaille actuellement avec le Gouvernement sur plusieurs produits analytiques, notamment des typologies agricoles et des analyses territoriales. Elle mène également une analyse des aspects institutionnels et de la gouvernance dans les domaines de la décentralisation, des régimes fonciers applicables aux terres, à l'eau et aux forêts et du nexus action humanitaire-développement-paix. Ces travaux analytiques éclaireront la formulation de propositions d'interventions stratégiques visant à développer des zones de croissance agricole, y compris au moyen d'innovations institutionnelles.

Gabon

12. Après un démarrage lent, le pays avance désormais rapidement. Le Gouvernement a signé fin 2021 le Programme de coopération technique (PCT) qui accompagne l'Initiative. Sur la base d'échanges, d'analyses et de consultations préliminaires, il a été convenu que l'Initiative Main dans la main aiderait le Gouvernement à mettre en service les Zones agricoles à forte productivité (ZAP) qui ont été créées au titre du Plan stratégique Gabon émergent (également connu sous le sigle PSGE). L'objectif des ZAP est de garantir la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau national et de donner la priorité au potentiel agricole du pays.

13. L'Initiative aidera le Gouvernement à mettre en place la première ZAP pilote dans la région d'Andem, près de Libreville, l'accent étant mis sur le développement de la chaîne de valeur de la volaille. Un appui sera également prêté afin de renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des ZAP.

14. En mars 2022, l'équipe de l'Initiative a présenté aux responsables du Gouvernement une méthode d'analyse au niveau territorial permettant de déterminer le potentiel agroéconomique des territoires ciblés, ainsi que la typologie de microrégions. Les responsables sont convenus de nommer des experts nationaux qui peuvent travailler avec l'équipe de l'Initiative chargée du système d'information géographique (SIG), afin de préparer des typologies agricoles pour le Gabon.

Guinée-Bissau

15. En Guinée-Bissau, l'Initiative cible trois régions, Gabu, Oio et Biombo, où l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont particulièrement élevées. L'objectif est de diversifier durablement l'alimentation et d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance de la population.

16. Une approche à deux volets a été adoptée en Guinée-Bissau. Premièrement, l'Initiative contribuera à l'élaboration d'une stratégie nationale pour la chaîne de valeur de la noix de cajou, afin de bâtir une chaîne d'approvisionnement et des systèmes de transformation plus durables et plus inclusifs. Deuxièmement, l'Initiative aidera à définir les interventions les plus adaptées pour diversifier durablement les systèmes alimentaires. Plus précisément, l'Initiative consistera à développer les chaînes de valeur de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'élevage de petit bétail au niveau local. Pour cela, on encouragera la transition vers une utilisation durable des ressources naturelles et le renforcement de la résilience face aux chocs climatiques et naturels.

17. Plusieurs produits analytiques qui faciliteront la prise de décisions fondées sur des éléments concrets sont en cours d'élaboration. Il s'agit notamment d'analyses systématiques des chaînes de valeur de la noix de cajou et des produits de la pêche, ainsi que d'une évaluation qualitative du développement territorial dans les trois régions ciblées. L'évaluation territoriale aidera à déterminer quelles sont les interventions les plus adaptées et les plus réalistes.

Malawi

18. Le Malawi s'est associé à l'Initiative en novembre 2020. Le Gouvernement a défini provisoirement des points d'entrée et des chaînes de valeur qui pourraient bénéficier de l'appui programmatique de l'Initiative, dans l'optique d'accélérer le développement de l'agriculture. L'équipe de l'Initiative au Malawi est en train de valider la note d'orientation sur les typologies qui a été mise au point au début de l'année.

19. Le Gouvernement a mis sur pied une équipe spéciale nationale, qui sera formée à l'adaptation des typologies en fonction du contexte national par l'équipe chargée du SIG. L'équipe spéciale nationale se réunira en mai 2022, afin d'analyser et de hiérarchiser les chaînes de valeur. Ce processus viendra éclairer l'élaboration du plan d'investissement destiné au pays.

20. L'équipe spéciale nationale est également en train d'organiser une réunion d'orientation à l'intention des hauts fonctionnaires, plus précisément des principaux secrétaires des ministères concernés. Une réunion d'orientation à l'intention du Comité des donateurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et des autres partenaires de développement devrait se tenir en mai 2022.

Mali

21. Le Mali a intégré l'Initiative en 2020. Le lancement officiel a eu lieu en février 2021, sous l'égide du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Le Coordonnateur résident des Nations Unies du pays a approuvé l'Initiative lors du lancement. Le Ministère a créé un comité directeur et un comité technique multipartites, afin d'aligner l'Initiative sur les principaux programmes et priorités nationaux.

22. L'Initiative contribuera à la mise en service de deux zones de croissance agricole pilotes (agropoles). La création d'agropoles est encouragée dans le cadre de la Stratégie d'accélération économique et de développement durable (CREDD II, 2019-2023) du pays et du Plan national

d'investissement agricole, afin d'attirer les investissements privés et de promouvoir la transformation agricole en améliorant la compétitivité et l'accès aux marchés. Les agropoles permettraient également d'accroître les revenus des petits producteurs et des petites et moyennes entreprises en favorisant les activités agricoles et non agricoles dans les zones rurales et semi-urbaines. En outre, l'accroissement des revenus et la diversification de la production garantiraient aux populations de ces zones l'accès à des aliments sains.

23. En 2021, dans le cadre de l'Initiative, les produits analytiques suivants ont été mis au point:

a. Une analyse des dépenses publiques agricoles.

b. Une synthèse des politiques et stratégies nationales qui intéressent le secteur de l'agriculture et de l'alimentation.

c. Les typologies agricoles du Mali, au moyen d'une analyse territoriale, afin de déterminer le potentiel agroéconomique des régions ciblées.

d. Une cartographie des donateurs, ce qui a notamment consisté à développer une base de données exhaustive des différents donateurs et à dresser des cartes illustrant leur répartition géographique dans le pays.

24. Les typologies agricoles ont été examinées par des acteurs clés au niveau régional dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou. Les conclusions des débats qui se sont tenus au cours de l'atelier régional ont été communiquées lors d'un atelier national qui s'est tenu à Bamako, en juillet 2021.

25. En septembre 2021, le Comité technique et le Comité directeur ont validé les recommandations formulées lors de l'atelier national. Les deux comités ont également validé la proposition visant à ce que, dans le cadre de l'Initiative, la mise en service de deux agropoles qui vont être bâties à Koulikoro et Kayes soit soutenue. Quatre domaines d'intervention prioritaires ont été retenus:

a. Investir dans le renforcement de la résilience face au changement climatique, afin de renforcer la productivité et la production.

b. Mettre au point des outils de transformation et promouvoir l'agro-industrie en vue de la création de la valeur ajoutée.

c. Promouvoir les initiatives de création d'entreprise et l'inclusion financière des femmes et des jeunes. À cette fin, il faut développer des instruments financiers et des activités rémunératrices.

d. Améliorer l'accès aux marchés au moyen de partenariats commerciaux, y compris avec le secteur privé.

26. La phase pilote de l'Initiative ciblera des sites spécifiques dans les régions de Koulikoro et de Kayes.

a. Dans l'agropole de Koulikoro, l'Initiative concernera la zone de Bancoumana, où la polyculture maraîchère sera promue.

b. Dans l'agropole de Kayes, l'Initiative sera concentrée sur la zone du Sahel occidental, où l'élevage et le secteur de la viande seront promus.

27. Les deux comités ont également approuvé trois autres études qui seront menées dans les régions ciblées:

a. Une analyse socioéconomique et financière des sous-secteurs ayant un fort potentiel de développement. L'objectif est de promouvoir une agriculture à vocation commerciale.

b. Une évaluation environnementale et sociale, afin de définir des possibilités de renforcement de la résilience face au changement climatique.

c. Une analyse des tendances en matière de gouvernance et de développement territorial, ainsi que des capacités institutionnelles au niveau décentralisé.

28. Les résultats de ces analyses éclaireront l'élaboration d'un programme pluriannuel détaillé, qui sera appuyé par l'Initiative. Les trois études sont en cours et leurs résultats seront communiqués d'ici à mai 2022.

Niger

29. Depuis que le Gouvernement a manifesté son souhait de rejoindre l'Initiative en septembre 2020, les activités menées pour donner forme à l'approche de l'Initiative dans le pays ont progressé lentement, en raison des élections présidentielles qui ont eu lieu en décembre 2020 et février 2021. Le pays dispose d'un potentiel de développement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, mais l'économie reste vulnérable en raison du changement climatique, de la dégradation des ressources naturelles, du manque de diversification et de problèmes de sécurité croissants.

30. L'équipe de l'Initiative a réalisé des typologies agricoles pour le Niger, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural. Elles ont été communiquées au Gouvernement et aux principales parties prenantes en décembre 2021. En février 2022, le Ministre de l'agriculture et du développement rural a officiellement lancé l'Initiative, aux côtés du Coordonnateur résident des Nations Unies.

31. Les premières évaluations et les consultations multipartites ont permis de déterminer trois points d'entrée pour l'Initiative. La mise en œuvre de l'Initiative repose sur les résultats du projet «pro-Sahel», qui est en cours et promeut des systèmes novateurs d'irrigation à petite échelle destinés aux petits producteurs du Sahel. Principaux points d'entrée:

a. Renforcer la résilience des systèmes de culture irriguée face au changement climatique.

b. Renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes et des jeunes qui travaillent dans les chaînes de valeur dont le potentiel en matière de commercialisation et de nutrition est important.

c. Renforcer les capacités institutionnelles afin de favoriser la planification et l'innovation inclusives et durables au niveau local.

32. Le Programme de coopération technique, associé à l'appui technique et à l'aide en matière de politiques prêtés au titre de l'unité d'action de la FAO, permet de renforcer les capacités institutionnelles au niveau territorial. Il vise à déterminer des possibilités d'investissement dans les régions cibles de Dosso et de Tahoua, afin d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Nigéria

33. Au Nigéria, l'appropriation et la prise en main de l'Initiative par le Gouvernement ont progressé constamment. Des réunions d'information sont organisées régulièrement à l'intention des ministres de l'agriculture et du développement rural, de l'environnement, des finances, du budget et de la planification nationale. Une réunion de coordination de l'équipe technique du Gouvernement et de l'équipe de la FAO se tient chaque mois, afin que celles-ci puissent examiner ensemble les progrès accomplis dans les principales activités menées en 2022. Des réunions bilatérales ad hoc avec les ministères sont organisées afin de clarifier les priorités de l'Initiative et de trouver des synergies.

34. L'équipe technique spéciale du Gouvernement a élaboré, validé et parachevé le plan qui sera mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative. Le comité directeur national consacré à l'Initiative a approuvé le plan, qui énonce l'ambition de l'Initiative au Nigéria, les objectifs stratégiques, les indicateurs de performance clés, les points d'entrée prioritaires et les pistes d'action. Sur la base du plan, des dossiers d'investissement et des notes de synthèse seront mis au point, afin de faciliter le dialogue avec les investisseurs. En mai 2022, des équipes de différentes divisions de la FAO se

rendront dans le pays, afin de mobiliser les principales parties prenantes. Les résultats de cette mission dans le pays éclaireront les prochaines tables rondes de haut niveau dont l'objectif sera de mobiliser des ressources et de développer les partenariats.

35. Des travaux analytiques ont été menés, notamment une cartographie des donateurs et une analyse géospatiale, afin d'orienter le ciblage territorial et de recenser les principaux partenaires fournisseurs de ressources. La phase initiale de l'Initiative au Nigéria devrait s'achever au troisième semestre de 2022.

Zimbabwe

36. Au Zimbabwe, l'Initiative s'appuie sur le programme de transformation des systèmes agroalimentaires du Gouvernement, afin de tirer parti d'investissements agricoles qui existent dans le pays, notamment dans le cadre d'AgrInvest. L'Initiative vient compléter cet effort grâce à une méthode de pointe qui associe les données recueillies au niveau des ménages à celles du système d'information géographique afin de repérer les zones critiques territoriales.

37. Depuis le lancement de l'Initiative en novembre 2020, d'importants progrès ont été réalisés. La cartographie des donateurs, l'évaluation des données et l'analyse des typologies sont terminées. Grâce à cela, le Gouvernement a défini des points d'entrée. Des consultations approfondies ont été menées aux niveaux du pays et des provinces.

38. Avec le soutien de l'Initiative, le Zimbabwe se concentre sur le développement de chaînes de valeur inclusives, le renforcement du financement et des infrastructures agricoles et la réduction des pertes et du gaspillage de nourriture.

a. En ce qui concerne les politiques, l'Initiative contribue également à l'adoption de politiques fondées sur les données, y compris d'instruments permettant de garantir les prêts destinés au développement agricole. Le Ministère de l'agriculture, des terres, de la pêche, de l'eau et du développement rural est en train d'aligner l'Initiative sur les priorités nationales en matière de transformation de l'agriculture et des systèmes alimentaires.

b. Concernant les partenariats, les Émirats arabes unis et les Pays-Bas se sont chacun engagés à verser 350 000 USD qui sont destinés au regroupement des petits exploitants et aux infrastructures, afin de réduire les pertes et gaspillages de nourriture.

39. Le Ministère de l'agriculture, des terres, de la pêche, de l'eau et du développement rural organise actuellement une table ronde qui servira à définir les priorités et à approfondir les partenariats.

B. Asie

40. Les 11 pays participants de la région ont fait part de leur forte volonté de tirer parti de l'appui programmatique de l'Initiative pour avancer sur leurs objectifs de développement nationaux. Les équipes de pays de la FAO collaborent avec les autorités gouvernementales, afin de traduire ces intentions favorables en plans d'investissement concrets et d'aligner les prochaines étapes de l'Initiative sur les priorités nationales.

République démocratique populaire lao

41. La République démocratique populaire lao estime que l'Initiative est un moyen de mobiliser des ressources techniques, financières et humaines en vue d'exploiter le potentiel agricole et d'éliminer la pauvreté et la malnutrition le long du couloir ferroviaire Chine-République démocratique populaire lao actuellement en construction.

42. Les activités du programme ont commencé fin 2020, notamment par une analyse territoriale visant à déterminer le potentiel agroéconomique des territoires ciblés, des évaluations de la production vers laquelle il conviendrait de tendre, des analyses de chaînes de valeur (riz, maïs, manioc et fruits), une cartographie des donateurs et la création, avec le Gouvernement, d'un groupe de travail conjoint chargé du développement ferroviaire territorial. L'objectif de l'Initiative consiste à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants et des populations vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes et les groupes ethnolinguistiques, dans les provinces de Luam Namtha, Oudomxay, Luang Prabang et Vientiane.

43. Le Gouvernement a invité tous les partenaires de développement à travailler de concert et à suivre l'approche de l'Initiative, afin de progresser dans la concrétisation des ODD 1, 2 et 10. Un PCT de 100 000 USD a été approuvé en mars 2022. Il aidera à renforcer les capacités du pays à lever des fonds et à nouer des partenariats au moyen de la stratégie de l'Initiative pour la mobilisation de partenaires.

44. La mobilisation informelle des partenaires a commencé en 2020, notamment celle des institutions financières internationales, de l'Union européenne, d'Israël, de la Malaisie, de l'Agence des États-Unis pour le développement international, de l'Agence thaïlandaise de coopération internationale et de l'entreprise China Railway. Un atelier de lancement organisé en mai 2021 a donné l'occasion aux partenaires internationaux de commencer à travailler ensemble de manière officielle et de lancer les efforts de mobilisation de ressources. Le Gouvernement est en train d'organiser des tables rondes de haut niveau, afin de faciliter ces efforts.

Népal

45. Dans le cadre de l'Initiative main dans la main, la FAO et la Banque mondiale ont aidé le Ministère du développement de l'agriculture et de l'élevage à réaliser une étude et ont formulé des recommandations aux fins de l'élaboration d'un plan d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat. Le plan d'investissement a été validé et lancé par le Ministère en 2021. L'étude fixe un cadre qui permet de déterminer des possibilités de collaboration et d'investissement dans le secteur agricole. Elle contribue également à la stratégie de mobilisation pour l'agriculture de la Banque mondiale ainsi qu'à des projets menés par la FAO en coopération avec le Fonds vert pour le climat.

46. Une analyse des effets de la covid-19 sur les chaînes de valeur et les femmes dans l'agriculture a également été fournie au titre de l'Initiative. Elle a été menée au moyen d'outils géospatiaux qui permettent d'analyser le potentiel en matière de productivité et les interventions menées contre le changement climatique.

47. Depuis le changement de gouvernement, l'équipe de l'Initiative contribue aux processus de mobilisation des parties prenantes qui sont en cours en vue du déploiement du Plan d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat. L'équipe a également contribué à d'autres activités de cartographie, notamment une cartographie plus affinée de l'analyse au niveau territorial, afin de déterminer le potentiel agroéconomique des zones ciblées, ainsi qu'une cartographie localisée des données sur les ODD liés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire.

48. En janvier 2022, le nouveau Secrétaire du Ministère du développement de l'agriculture et de l'élevage a présidé une réunion visant à diffuser plus largement le Plan d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat et a souligné son importance pour le secteur en tant que document d'orientation. En mars, le Ministère a également présenté la valeur ajoutée de l'analyse du SIG, qui permet d'éclairer la planification intégrée des investissements, lors de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique tenue à Dacca (Bangladesh).

49. Des préparatifs minutieux sont en cours, afin de faciliter l'intégration des possibilités qu'offre le Plan d'investissement dans la planification courante au niveau local dans certaines provinces, ce qui permettra de généraliser l'approche inclusive et climato-résiliente des systèmes agroalimentaires et de

définir les besoins en matière d'investissements de la part des partenaires de développement et des entreprises privées, besoins qui sont importants localement.

Îles Salomon

50. La FAO, au titre de l'Initiative, continue de contribuer au Plan décennal de stratégie et d'investissement pour la croissance du secteur agricole (ASGIP) 2021-2030 du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Grâce à l'aide conjointe de la FAO et du Fonds international de développement agricole (FIDA), le Ministère a pu mettre au point ce Plan, qui comporte quatre composantes principales:

a. Gouvernance, gestion et innovation.

b. Sécurité alimentaire et nutrition au niveau national.

c. Programme national de développement de l'élevage.

d. Programme national de développement des cultures.

51. Sur la base du Plan, le FIDA et la FAO ont élaboré en 2021 un projet d'investissement agricole en faveur des marchés et de la nutrition, qui a été financé à hauteur de 15 millions d'USD dans le cadre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le projet contribue aux objectifs de l'Initiative liés aux ODD 1 et 2.

52. En novembre 2021, le Ministère a organisé la première réunion de mobilisation des partenaires sous le nom de «Groupe de travail des partenaires de développement du secteur agricole», avec l'aide de la FAO et du FIDA. Les partenaires de développement qui y ont participé, notamment la Banque mondiale, World Vision, des organismes des Nations Unies et des fonctionnaires d'Australie et du Japon, ont eu l'occasion de découvrir les objectifs du Programme, les domaines d'intervention et l'assistance technique et financière attendue. Les partenaires ont, par exemple, examiné quatre notes de synthèse prioritaires qui portaient sur l'élevage de la volaille, le développement de l'industrie de la noix de coco, les plantes racines et la réduction des pertes et du gaspillage de nourriture.

C. Europe et Asie centrale

Tadjikistan

53. Au Tadjikistan, l'Initiative Main dans la main contribue à l'élaboration d'un Plan d'investissement national décennal destiné au secteur agricole. L'Initiative porte spécifiquement sur le secteur des produits laitiers, qui a été classé parmi les secteurs les plus à même d'accroître les revenus des communautés les plus pauvres et d'offrir des possibilités en matière de développement des chaînes de valeur.

54. Une des principales innovations du Plan d'investissement national a consisté à utiliser des techniques géospatiales pour analyser les performances actuelles et les problèmes rencontrés dans le secteur agricole du pays. Depuis le lancement de l'Initiative, en 2020, l'équipe de l'Initiative a produit des ensembles de données géospatiales sur les systèmes alimentaires du Tadjikistan, en particulier sur la population, les infrastructures, les ressources naturelles, la production et le traitement des données. La Banque mondiale et le FIDA financent deux projets que les ensembles de données géospatiales ont permis de mettre au point.

55. Le Ministère de l'agriculture a formellement approuvé le Plan d'investissement national en février 2022. Les typologies et la version initiale du tableau de bord pour le suivi et l'évaluation ont été achevées et présentées aux partenaires de développement en mars 2022.

D. Amérique latine

56. Dans les huit pays participants de la région, l'Initiative est appuyée par les gouvernements au plus haut niveau. Outre le travail intensif menée au niveau des pays, l'équipe technique de la FAO a commencé à mener une évaluation afin de s'attaquer aux problèmes de l'insécurité alimentaire dans les couloirs de la sécheresse au moyen d'une approche régionale.

Équateur

57. L'Équateur a rejoint l'Initiative en juin 2020, laquelle contribue au Plan agricole national 2020-2030. L'équipe de l'Initiative collabore avec le Gouvernement et les parties prenantes locales afin de déterminer des possibilités de renforcement de la chaîne de valeur du cacao. Dans ce cadre, les informations sur tous les programmes nationaux et toutes les initiatives privées sont systématisées et les principaux acteurs sont recensés tout au long de la chaîne de valeur. Ces informations aideront à définir le périmètre d'un programme d'investissement visant à améliorer la chaîne de valeur.

58. L'Équateur fait partie d'un projet du Fonds multidisciplinaire intitulé «Renforcer les capacités des gouvernements afin de favoriser un redressement économique et social post-covid-19 grâce à des investissements dans les secteurs de l'agroalimentaire». Au titre du Fonds multidisciplinaire, la FAO est en train de rédiger une lettre d'accord avec l'Université du Chili, afin d'analyser les facteurs de l'innovation dans les chaînes de valeur agroalimentaires ayant un potentiel de croissance. Grâce aux stratégies de l'Initiative, l'analyse servira à rendre la chaîne de valeur du cacao plus inclusive et plus durable.

59. En s'appuyant sur les cartes des typologies, le Ministre de l'agriculture est en train d'organiser, sur une base territoriale, trois des projets thématiques qui font partie du Plan agricole national. Ces projets portent sur l'élevage (Proyecto nacional de reconversión y sostenibilidad ganadera), les forêts (Dinamización del sector forestal productivo sostenible) et l'agriculture (Proyecto integral de diversificación agroproductiva y reconversión agrícola).

El Salvador

60. En El Salvador, l'Initiative appuie le programme national RECLIMA, qui vise à renforcer la résilience des agriculteurs face au changement climatique. Elle contribue également au Plan directeur de sauvetage agricole du Ministère de l'agriculture, dont l'approche est pleinement compatible avec l'Initiative.

61. Parmi les activités menées, il faut retenir l'élaboration d'une note d'investissement sur la chaîne de valeur du café dans la chaîne de montagne de Tecapa-Chinameca, un territoire auquel le Gouvernement a donné la priorité. L'équipe spéciale de l'Initiative collabore avec le Conseil salvadorien du café, afin d'obtenir des données sur la chaîne de valeur du café. Les informations collectées portent sur les acteurs de la chaîne de valeur, la caractérisation du secteur et les systèmes productifs, y compris leurs modèles financiers et leurs documents nationaux.

62. L'équipe de l'Initiative et le Vice-Ministre de l'agriculture se sont réunis afin de valider les cartes des typologies et de faire le point sur les priorités nationales en matière de politiques. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a rappelé qu'il était disposé à collaborer avec les partenaires pour moderniser le secteur du café, en prenant en compte la relation entre les producteurs et les consommateurs, l'impératif environnemental, le marché intérieur et l'exportation de «café spécial».

Pérou

63. L'objectif de la proposition de l'Initiative consiste à favoriser la transformation agricole et le développement rural durable en promouvant l'agriculture familiale et en redynamisant les investissements publics et privés, afin d'obtenir des effets socioéconomiques importants dans les territoires.

64. En 2021, l'équipe de l'Initiative a mis au point des outils qui ont permis de définir 11 territoires prioritaires, dans le droit fil des plans agricoles nationaux. La méthode de l'Initiative consistant à établir des typologies de microrégions, complétée par d'autres outils de la FAO et du Ministère de l'agriculture, a permis d'axer les efforts sur les territoires où l'agriculture familiale est pratiquée et sur le développement territorial. L'Initiative est mise au point dans un cadre juridique et programmatique large:

a. La loi nº 30 355 pour la promotion et le développement de l'agriculture familiale et la réglementation qui lui est associée.

b. La Stratégie nationale pour l'agriculture familiale (2015-2021).

c. Le Plan national pour l'agriculture familiale (2019-2021).

d. La nouvelle Stratégie nationale pour l'agriculture familiale (2021-2030).

65. En plus de la sélection des territoires, l'Initiative sera chargée de définir les critères permettant de déterminer quelles sont les chaînes de valeur les plus à même de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la revitalisation économique, en particulier dans le secteur de l'agriculture familiale et chez les populations rurales touchées par la pandémie de covid-19. L'Initiative renforcera également les capacités des comités agraires de gestion (*Comités Agrarios de Gestión*).

66. L'équipe de l'Initiative a collaboré avec les autorités régionales, afin de définir des chaînes de valeur prioritaires (produits laitiers, céréales indigènes, pomme de terre et d'autres) dans les départements de La Libertad et de Cajamarca, et a mené une évaluation des besoins en matière d'investissement. L'équipe a cartographié les sources de financement public et privé au moyen d'un processus participatif. Afin d'évaluer les retombées sociales de tels investissements, plusieurs typologies d'agriculture familiale sont en cours d'élaboration.

67. L'équipe de l'Initiative collabore également avec le Centre international de la pomme de terre du Consortium des centres internationaux de recherche agronomique (CGIAR), afin de mettre au point des propositions d'investissement dans le secteur de la pomme de terre.

E. Proche-Orient et Afrique du Nord

Yémen

68. En mai 2021, la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme alimentaire mondial (PAM), en collaboration avec la Banque mondiale, ont conjointement lancé un vaste projet d'un montant de 127 millions d'USD, qui vise à contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté et de renforcement de la sécurité alimentaire visés par l'Initiative Main dans la main. L'objectif du projet est de fournir des produits alimentaires nutritifs et de contribuer à la remise en état des moyens de subsistance.

69. Afin de faciliter la mise au point d'une stratégie nationale sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, les activités suivantes ont été menées:

a. L'équipe de l'Initiative dans le pays a tenu, en mars 2022, une réunion à distance à laquelle a participé le Groupe de travail technique à Aden, afin de définir le périmètre de la stratégie et du plan d'investissement.

b. Une réunion de quatre jours entre le Groupe de travail technique et les entreprises privées se tiendra fin mai en Égypte, afin de débattre du plan d'investissement.

c. Les études sur les chaîne de valeur du café et des produits de la pêche menées conjointement par la FAO et la Société financière internationale (IFC) ont été achevées. Elles seront validées par des représentants du secteur privé et du secteur public en mai.

d. L'équipe de l'Initiative travaille avec le Gouvernement à un projet de stratégie nationale pour l'agriculture et la pêche et à un plan d'investissement national pour l'agriculture et la pêche.

70. L'équipe de l'Initiative et le Gouvernement du Yémen continuent de mobiliser des ressources, afin de mettre en œuvre des projets faisant partie des priorités de l'Initiative. La Banque mondiale a accordé 150 millions d'USD supplémentaires de financement pour le projet en faveur de la sécurité alimentaire et de la résilience au Yémen. Afin d'accélérer la mobilisation de ressources, les produits analytiques suivants ont été mis à disposition:

a. Plusieurs diagnostics orientés sur l'investissement ont été réalisés, puis traduits en arabe.

b. Les principaux modèles financiers pour investir dans les technologies de production et de postproduction ont été parachevés. Ils sont disponibles sur le modèle initial du tableau de bord de l'Initiative.

III. Conception d'un tableau de bord destiné à vérifier que l'Initiative fait l'objet d'une exécution, d'une gestion et d'une gouvernance efficaces et donne des résultats concrets

71. L'élaboration d'un tableau de bord des programmes s'est poursuivie et les données préliminaires de sept pays participants à l'Initiative ont été publiées: Burkina Faso, Éthiopie, Îles Salomon, Népal, République démocratique populaire lao, Tadjikistan et Yémen. La première version du tableau de bord a été présentée aux sept pays et a été accueillie favorablement.

72. Le tableau de bord est en cours de développement afin d'améliorer l'expérience utilisateur. Un appel à propositions sera diffusé dans les mois à venir, afin de désigner un développeur qui construira une architecture de données en nuage qui rassemble des informations provenant d'un éventail de sources différentes et que les pays mettront à la disposition de toutes les parties prenantes, ce qui va dans le sens des efforts menés par l'Organisation pour moderniser ses processus de suivi des programmes et est conforme aux politiques et aux procédures géospatiales de l'Organisation.

73. Le tableau a été conçu pour communiquer régulièrement des rapports en temps réel sur les progrès accomplis au regard des étapes définies et des ODD. Il présente également les principaux résultats obtenus et une analyse coûts-avantages, qui montrent les avancées réalisées dans les domaines d'intervention. Le tableau met à profit des efforts d'analyse et de collecte d'informations qui nécessitent des ressources considérables en termes de temps et de travail. Il a également fallu mener des consultations étroites auprès des gouvernements hôtes et de multiples partenaires, lesquelles ont permis d'éclairer les programmes nationaux bénéficiant de l'Initiative.

IV. Élaboration d'une stratégie de communication afin de renforcer les capacités internes et de promouvoir les partenariats avec des entités externes

74. De nombreux pays qui bénéficient de l'appui de l'Initiative sont en train de réunir des éléments factuels et de mettre au point des produits de communication de différentes manières. Il est nécessaire d'adopter une stratégie de communication mondiale pour s'assurer que les principales parties prenantes sont informées de manière adéquate de toutes les activités menées au titre de l'Initiative, de promouvoir les objectifs de l'Initiative en matière d'appui aux programmes et d'attirer de nouveaux partenaires et donateurs.

75. Afin de veiller à ce que toutes activités de communication, de mobilisation et de promotion soient homogènes en termes de qualité, d'image de marque et de message, l'équipe de l'Initiative a sélectionné, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, une entreprise qui élaborera une stratégie de communication mondiale dans des délais qui bénéficieraient à l'Initiative.

76. L'élaboration d'une stratégie de communication mondiale, ainsi que sa mise en œuvre ultérieure, vise à renforcer les efforts de promotion menés dans le cadre de l'Initiative, car une telle stratégie aiderait les pays participants à mobiliser de futurs partenaires issus de la communauté du développement et du secteur privé en vue d'une collaboration.

V. Plateforme géospatiale de l'Initiative Main dans la main

77. La Plateforme géospatiale de l'Initiative Main dans la main est le principal outil technique de l'Initiative Main dans la main de la FAO. Lancée en 2019, il s'agit d'un bien public numérique qui associe des informations géographiques et des données statistiques sur plus de dix domaines, notamment la sécurité alimentaire, les cultures, les sols, l'eau, le climat, la pêche, l'élevage et les forêts, et aide à déterminer les lacunes à combler et les possibilités à exploiter.

78. La Plateforme géospatiale exploite des données communiquées par la FAO et d'autres fournisseurs publics de données majeurs du système des Nations Unies, par des organisations non gouvernementales, par le monde universitaire, par le secteur privé et par des agences spatiales. Toutes les données de la plateforme de statistiques alimentaires et agricoles FAOSTAT, qui portent sur les 194 États Membres de la FAO plus 51 territoires, de 1961 à l'année la plus récente, y sont incorporées.

79. La Plateforme géospatiale a continué de croître, fournissant des outils de pointe et des informations géospatiales à tous les pays participants, et a été désignée meilleure plateforme collaborative d'agriculture fondée sur les données lors du Forum géospatial mondial qui s'est tenu en 2022 à Amsterdam, où le Prix mondial d'excellence en agriculture et sécurité alimentaire lui a été décerné.